

Small Arms Survey 2011

AUX COMMANDES DE LA SÉCURITÉ



En étudiant les diverses formes des services de sécurité, le *Small Arms Survey 2011* tient compte de la croissance du secteur de la sécurité privée ainsi que des armes à feu qu'il détient dans le monde, du recours aux sociétés de sécurité privée par les multinationales, de l'emploi de nouvelles technologies d'armement par les forces de police occidentales et des contrôles législatifs relatifs à la détention d'armes à feu par les civils dans 42 juridictions du monde entier. Des études de cas proposent des recherches de première main sur les défis sécuritaires auxquels se heurtent actuellement la Côte d'Ivoire, Haïti et Madagascar. Cette édition présente également le Baromètre de transparence du commerce d'armes légères et de petit calibre 2011, une estimation de la valeur annuelle du commerce autorisé des armes légères et un bilan des mesures de contrôle de ces

armes par les Nations Unies.

Le *Small Arms Survey* est réalisé chaque année par une équipe de chercheurs basée à Genève en Suisse et un réseau international de chercheurs locaux. Les décideurs politiques, diplomates et organisations non gouvernementales le considèrent comme une ressource essentielle pour l'analyse des problématiques liées aux armes légères ainsi qu'aux stratégies de réduction de la violence armée.

Message de félicitations pour le *Survey 2011* adressé par J. Brian Atwood, Président du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques :

« Les études de cas et les analyses contenues dans le *Small Arms Survey 2011* apporteront une aide précieuse aux décideurs politiques, aux chercheurs et tous ceux qui s'efforcent de comprendre et de relever les défis que posent la sécurité moderne et le développement ».

Principales conclusions

Sociétés de sécurité privée

- Sur la base de l'évaluation de 70 pays, le *Small Arms Survey 2011* estime que le secteur formel de la sécurité privée emploie entre 19,5 et 25,5 millions de personnes dans le monde. Le nombre d'agents de sécurité privée connaît une expansion rapide depuis le milieu des années 1980 et dépasse les effectifs de police à l'échelle internationale.
- Les sociétés de sécurité privée (SSP) comptent entre 1,7 et 3,7 millions d'armes à feu de par le monde, une estimation qui repose sur des extrapolations issues des inventaires déclarés. Si l'on devait inclure les armes non déclarées et détenues illégalement, le stock mondial des SSP serait sans aucun doute plus élevé.
- À l'échelle internationale, les stocks d'armes à feu des SSP ne constituent qu'une infime partie de l'arsenal détenu par les forces de maintien de l'ordre (26 millions) et les forces armées (200 millions).
- Bien que plusieurs États interdisent aux SSP l'utilisation d'armes de petit calibre, dans certaines zones touchées par les conflits, leurs stocks s'élèvent à plus de trois armes par employé.
- En dehors des contextes de conflits armés, les SSP sont les plus armées en Amérique latine, avec un nombre d'armes par employé dix fois supérieur à celui de l'Europe occidentale.
- Les SSP opérant en Afghanistan et en Irak sont dotées de fusils d'assaut automatiques, mitrailleuses, fusils de précision, et dans certains cas, lance-grenades à propulsion par fusée, soulevant des interrogations quant à leur rôle dit de « défense ».
- Le rythme de croissance du secteur de la sécurité privée a été beaucoup plus rapide que les mécanismes de réglementation et de surveillance. Les initiatives internationales visant à combler le déficit réglementaire n'en sont qu'à leurs balbutiements.
- La distinction de plus en plus floue entre forces de sécurité privée et publique réfute l'hypothèse selon laquelle les multinationales peuvent s'adresser à des SSP en vue de contourner les forces de sécurité publique portant atteinte aux droits de l'homme.
- Si des mécanismes juridiques et non contraignants existent pour tenir les multinationales responsables de leur recours à la sécurité privée, d'importants obstacles demeurent néanmoins dans ce domaine.
- Des principes de bonnes pratiques sur le recours des multinationales à la sécurité privée commencent à voir le jour, principalement à travers les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Toutefois, il n'existe pas de travaux de recherche systématique sur leur mise en œuvre et les signataires ne risquent pas grand chose en se soustrayant aux principes convenus.

Commerce des armes légères

- Le commerce annuel des armes légères est estimé à 1,1 milliard USD, dont 755 millions USD pour les armes antichars guidées (ATGW), 102 millions USD pour les systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) et 257 millions USD pour quatre types d'armes légères non guidées.

- Le commerce international des MANPADS semble limité. Seuls 18 des 74 pays évalués ont importé des MANPADS entre 2003 et 2009, et seuls 12 en ont importé plus de 100 unités. Eu égard à l'insuffisance des données, il est néanmoins probable que ces chiffres soient sous-estimés.
- Les guerres en Irak et en Afghanistan ont contribué à une forte augmentation des achats d'armes antichars téléguidées. Au Royaume-Uni, par exemple, les importations de Javelin ATGW de 2005 à 2009 ont dépassé le montant total des importations entre 2000 et 2004 de 5 331 unités, soit une progression de 4 000 %.

Transparence

- Le Baromètre de transparence du commerce d'armes légères place la Suisse, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Serbie et la Roumanie au rang des pays les plus transparents parmi les principaux exportateurs d'armes légères et de petit calibre.
- Il indique également que l'Iran et la Corée du Nord constituent les exportateurs principaux les moins transparents, obtenant tous deux un score de zéro.

Principaux exportateurs et importateurs

- En 2008, les principaux exportateurs d'armes légères et de petit calibre (ceux dont les exportations annuelles totalisent au moins 100 millions USD) étaient, selon les données douanières disponibles et par ordre décroissant, les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne, le Brésil, la Suisse, Israël, l'Autriche, la Corée du Sud, la Belgique, la Fédération de Russie, l'Espagne, la Turquie, la Norvège et le Canada.
- Toujours en 2008, les principaux importateurs d'armes légères et de petit calibre (ceux dont les importations annuelles totalisent au moins 100 millions USD) étaient, selon les données douanières disponibles et par ordre décroissant, les États-Unis, l'Italie, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Australie, la France et le Pakistan.

Forces de police et recours aux nouvelles technologies

- Alors que les services de police d'Europe occidentale utilisent principalement des armes de poing de 9 mm pour maintenir l'ordre public, les services de police américains se munissent d'armes de poing de plus gros calibre et de fusils semi-automatiques pour lutter contre la violence criminelle armée.
- La dernière génération d'armes « moins létales » permet aux agents de police de viser des cibles à une plus grande distance et accorde plus de souplesse quant à l'usage de la force, allant de non légal à légal.
- Les doctrines sur le recours à la force n'ont pas évolué au même rythme que l'acquisition de certaines technologies d'armement par les services de police.

Réglementation nationale de la détention des armes à feu civiles

- Il convient d'établir une distinction essentielle entre les juridictions qui considèrent la détention des armes à feu par les civils comme un droit fondamental et celles qui estiment qu'il s'agit d'un privilège.
- Presque tous les États étudiés dans le Small Arms Survey 2011 interdisent ou limitent l'accès des civils aux armes, qui, selon eux, ne sont pas adaptées à une utilisation civile.
- La grande majorité des États étudiés dispose d'un système d'attribution de permis pour empêcher que certaines catégories de civils possèdent des armes à feu. Toutefois, pour la plupart, la décision d'attribuer un permis repose davantage sur un pouvoir discrétionnaire important que sur le respect de critères spécifiques.
- De nombreux États évalués enregistrent les armes à feu ou maintiennent un registre des armes à feu détenues ; ces États disposent en général de systèmes d'enregistrement centralisés.
- La plupart des États évalués exigent des civils qu'ils donnent une « raison valable » pour posséder une arme.
- Certains États évalués autorisent les civils à détenir une arme à feu pour assurer leur légitime défense, tandis que d'autres refusent explicitement les demandes de permis invoquant cette raison.

Étude de cas : la Côte d'Ivoire

- Les recherches menées en Côte d'Ivoire en 2010 révèlent que contrairement aux idées reçues, les prestataires de sécurité publique ne sont pas plus efficaces que les rebelles.
- Sur l'ensemble du territoire ivoirien, la population manque de confiance envers ses forces de sécurité. Néanmoins, les populations de la zone Centre Nord Ouest (CNO) au Nord du pays font preuve d'une plus grande méfiance à l'égard de leurs Forces Nouvelles (FN) que celles qui résident au Sud vis-à-vis des forces de sécurité de l'État.
- Les formes d'insécurité qui dominent dans la zone gouvernementale et la zone détenue par les rebelles sont relativement semblables, il s'agit notamment de banditisme et de conflits liés aux ressources.
- Bien que le sentiment d'insécurité soit plus élevé dans la zone aux mains des rebelles, la population civile de la zone gouvernementale est tout aussi susceptible d'être victime de la violence armée.

- Si la majorité des actes de violence armée sont commis avec des fusils d'assaut dans la zone CNO, dans la zone gouvernementale, il s'agit principalement d'armes blanches, puis d'armes de poing et de fusils d'assaut.
- Les manquements des forces de sécurité conjugués au taux d'insécurité ont favorisé l'émergence d'une grande variété de mécanismes d'adaptation, notamment des groupes d'autodéfense communautaire et des milices privées, qui, à leur tour, créent de nouvelles formes d'insécurité. En outre, le secteur de la sécurité privée a connu une expansion rapide sans aucune forme de réglementation.
- La détention d'armes à feu est largement répandue et, contrairement à d'autres pays de la région, près de la moitié de la population estime que les armes à feu constituent avant tout un moyen de protection.

Étude de cas : Haïti

- Haïti manque cruellement de ressources humaines et d'infrastructures pour maintenir l'ordre dans le pays. Son taux de 1,05 agent de police pour chaque 1000 habitants compte parmi les plus faibles au monde.
- Les données issues d'enquêtes auprès des ménages réalisées depuis 2004 suggèrent que la sécurité s'est améliorée à Haïti au cours des dix dernières années et continue de s'améliorer depuis le tremblement de terre de 2010. L'implication de la police dans des activités délictueuses, signalées par des victimes de la criminalité, a fortement diminué après la transition vers un gouvernement élu en 2007.
- Les résultats des enquêtes montrent qu'en 2010, plus des deux tiers de la population se seraient d'abord adressés à la police en cas de menace sur leur personne ou leurs biens.
- La distribution des armes à feu à Haïti est peut-être bien moins élevée que ce que l'on croit communément. En 2010, à peine 2,3 % des ménages de la région de Port-au-Prince déclaraient détenir des armes à feu.
- En 2010, plus des trois quarts des répondants, issus aussi bien de la population générale que des camps de personnes déplacées, ont indiqué qu'un contrôle accru de l'attribution des permis d'armes à feu permettrait de renforcer la sécurité au sein de leurs communautés.
- En dépit des grandes difficultés pour faire avancer les réformes de la police au cours des dix dernières années, la confiance du peuple dans la Police nationale haïtienne s'est accrue depuis le tremblement de terre.

Étude de cas : Madagascar

- Le secteur de la sécurité à Madagascar est composé de forces régulières extrêmement mal payées et mal équipées, d'un nombre trop élevé de responsables de haut rang et d'une prolifération d'unités d'interventions spéciales dotées de mandats douteux.
- Les forces armées de Madagascar sont impliquées dans des luttes pour le pouvoir politique et l'accès économique aux richesses naturelles du pays depuis les années 70.
- La collusion entre les entités du secteur de la sécurité du pays et les intérêts aussi bien nationaux qu'étrangers s'est fortement intensifiée depuis la crise politique de début 2009. Étant donné le vide sécuritaire qui en découle, la criminalité armée prend de l'ampleur, le banditisme rural augmente et Madagascar gagne de l'importance en tant que plateforme du trafic illicite international.
- L'administration publique a encouragé la mise en place d'initiatives de protection du voisinage et de groupes d'autodéfense communautaires. Elle a également fermé les yeux sur les opérations de traque très agressives menées par les sociétés de sécurité privées à l'encontre des bandits ruraux.

Le processus des Nations Unies sur les armes légères

- Le processus des Nations Unies sur les armes légères est de plus en plus encadré, par le biais de réunions biennales, réunions d'experts et conférences d'évaluation désormais prévues par le Programme d'action des Nations Unies sur les armes de petit calibre.
- Le manque d'engagement de nombreux États en faveur du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage est manifeste et souligné par l'incapacité persistante à convenir d'un type d'évaluation formelle et indépendante de la mise en œuvre de ces instruments.
- Les négociations du Traité sur le commerce des armes sont susceptibles de se heurter à la même résistance rencontrée jusqu'ici par le Programme d'action pour mettre en place un contrôle international des armes efficace.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Small Arms Survey, Avenue Blanc 47, 1202 Genève, Suisse

t +41 22 908 5777 • **f** +41 22 732 2738 • **e** sas@smallarmssurvey.org • **w** www.smallarmssurvey.org

Date de publication : juillet 2011 • Livre de poche : ISBN 978-0-521-14686-9 • Livre relié : ISBN 978-0-521-19712-0

Vous pouvez vous procurer des exemplaires de cette publication sur www.cambridge.org et sur les sites de librairies en ligne, notamment www.amazon.com. Exemplaires de presse disponibles sur demande.